

GEVES : une réussite collective (2/2)

Naissance et premières années du GIP GEVES : 1989-2000

En 1986, le GEVES, érigé en département de l'INRA, avait atteint l'âge de 15 ans ; il était encore bien jeune, mais issu d'une lignée de laboratoires et stations bien plus ancienne que lui : tous les espoirs lui étaient permis.

En 1986, je partis de l'INRA et occupai bientôt les fonctions de directeur général de l'enseignement et de la recherche au Ministère de l'agriculture, l'une des deux tutelles de l'INRA. Il me parut évident que je devais éviter de m'impliquer dans la vie quotidienne de l'Institut que je connaissais trop bien. Ce fut une époque peu évidente pour l'INRA, marquée en 1989 par le départ volontaire de Jacques Poly, après 11 années de pouvoir indiscuté, et les inévitables soubresauts qui ont suivi les changements d'organisation et de responsables.

Dans ce contexte institutionnel instable, Jean Marrou, Jean-Claude Bousset et Claude Hutin se sont personnellement beaucoup impliqués dans la transformation du GEVES en Groupement d'intérêt public (GIP), l'un définissant les orientations à long terme et les missions, le second sécurisant les nombreux aspects patrimoniaux, financiers et humains, le dernier amenant sa connaissance intime de l'organisme et ses liens exceptionnels avec la profession. J'ai beaucoup œuvré pour cette transformation au niveau du Ministère de l'agriculture. J'y ai vu un moyen de pérenniser une activité essentielle qui n'aurait pas manqué d'être menacée si elle était restée simple mission complémentaire au sein de l'INRA ; elle aurait été régulièrement affaiblie par les réductions de postes imposées au Ministère. La frontière entre le ministère et les établissements sous sa tutelle était trop perméable, et les missions dites complémentaires n'étaient pas protégées des économies budgétaires, à la différence des activités de recherche. Ce premier GIP de l'INRA et du ministère, associait les professionnels réunis au sein du Groupement national interprofessionnel des semences et plants (GNIS), devenu SEMAE en 2021. Depuis longtemps, ces professionnels finançaient une partie des essais du GEVES, et cette participation, désormais institutionnalisée et semi-pérennisée, allait permettre enfin de recruter des personnels sous contrat, et lever ainsi un gros obstacle au développement des activités du GEVES. Jean Marrou veilla avec clairvoyance à ce que les statuts englobent des missions larges, comme les ressources phytogénétiques, activité effectivement rattachée au GEVES bien des années plus tard. 1989 fut une année très importante pour le GEVES : il acquérait enfin la personnalité morale, avec ses propres instances de décision, un peu plus d'un siècle après la création de la Station nationale d'essais de semences en 1884. Les 50 ans du GEVES s'inscrivent en réalité dans un temps beaucoup plus long !

Jean-Claude Bousset devint naturellement le premier président du GIP GEVES : il fallait à ce poste quelqu'un parfaitement au fait des arcanes financières de l'INRA, capable de peser sur les arbitrages... Pierre-Louis Lefort avait remplacé Claude Hutin en 1988, un peu avant la finalisation du GIP. Joël Guiard eut la charge de secrétaire général. En 1994, après le décès prématuré de Jean-Claude Bousset, Pierre-Louis Lefort fut nommé tout naturellement président, et Yvette Dattée, directrice scientifique, fut la 3^{ème} à accéder à la direction du GEVES. Je ne m'étendrai pas sur cette période : directeur de l'INA-PG (aujourd'hui AgroParisTech) et président du centre INRA de Grignon, je n'avais plus l'occasion de côtoyer le GEVES.

En 1996, je fus nommé directeur général de l'INRA, suite à la crise de la « vache folle », pendant laquelle l'INRA s'était fait remarquer par son absence et même par ses dysfonctionnements : la crise de gouvernance de l'organisme consécutive au départ de Jacques Poly 7 ans auparavant n'avait pas encore été surmontée. Je fus pendant ces 4 ans totalement

focalisé sur la difficile réforme de l'INRA : crise systémique qui appelait des réponses fortes, attendues tant des pouvoirs publics que du grand public, ainsi que par beaucoup de ceux qui travaillaient à l'intérieur de l'Institut ; mais, comme chaque fois dans ce genre de situation, cette réforme suscita l'opposition de ceux qui voulaient à tout prix préserver leur pouvoir, et de ceux qu'ils étaient arrivés à convaincre que le statu quo était un objectif indépasseable... Dans ce contexte, le GEVES, que je connaissais bien, était un organisme qui fonctionnait à la satisfaction de tous, et ne nécessitait donc pas d'intervention particulière de la direction générale de l'INRA.

CTPS et GEVES

Je quittai en fin de mandat fin juillet 2000 un INRA réformé, pacifié, ouvert à de nouveaux partenaires et ayant profondément réorienté ses champs de recherche. Le 25 novembre suivant j'étais nommé président du Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées (CTPS), probablement parce que j'avais auparavant imaginé et créé avec Michel Caboche le grand programme de génomique végétale Génoplante. Le GEVES était - et reste toujours - chargé entre autres de proposer l'inscription des nouvelles variétés végétales au catalogue français, ce qui entraîne l'inscription au catalogue communautaire, étape indispensable avant leur commercialisation. Cette inscription est effectuée d'une part après des études de DHS (Distinction, Homogénéité, Stabilité) et, pour la plupart des espèces, de VATE (Valeur Agronomique, Technologique et Environnementale) : les premières visent à vérifier que l'on est bien en présence d'une variété (H et S), et d'une variété nouvelle (D), les secondes permettent d'assurer que, dans des conditions de culture données, les nouvelles variétés constituent un progrès par rapport à celles déjà sur le marché, utilisées comme témoins. J'ai œuvré pour que le E soit ajouté en 2009-2010 : ceci montre que le CTPS a su utiliser la diversité en son sein et la liberté de réflexion pour introduire une notion qui semble une évidence aujourd'hui, mais ne l'était pas encore à l'époque. De même, le CTPS proposa l'inscription des premières variétés de blé « bio », qui allaient ouvrir la voie à d'autres inscriptions dans d'autres espèces en « bio », au prix d'une refonte totale des protocoles d'essais correspondants par les responsables GEVES de ces espèces.

Le CTPS réunit dans chacune de ses 15 sections fonctionnaires, chercheurs et professionnels impliqués dans le secteur des semences. Mais tout le travail se fait avant, grâce au GEVES : réception des demandes d'inscription, essais aux champs trois années durant - soit sur les terrains du GEVES, soit chez les professionnels - comparaison avec les variétés voisines conservées dans des collections impressionnantes maintenues par le GEVES, présentation des dossiers dans la section concernée du CTPS. Joël Guiard était la mémoire du CTPS, dont il aura été secrétaire général durant 17 ans. CTPS et GEVES sont étroitement liés : Fabrice Marty, en plus de sa direction du GEVES, assura pendant 18 mois l'intérim du secrétariat général du CTPS, et inversement, un peu plus tard, Joël Guiard assura pendant près d'un an l'intérim de la direction du GEVES. J'ai vraiment appris à apprécier les extraordinaires atouts du GEVES : ampleur de ses collections végétales, méthodes rigoureuses d'essais menés sur ses domaines ou sous sa supervision chez les professionnels, richesse humaine surtout grâce à des spécialistes connaissant à fond la moindre caractéristique des espèces et variétés dont ils ont la charge ; les secrétaires techniques de sections du CTPS, qui en constituent la cheville ouvrière irremplaçable, sont en quasi-totalité les spécialistes du GEVES. J'ai été frappé, à l'occasion de chaque visite d'essais, par l'implication et la compétence de ces femmes et de ces hommes de terrain passionnés, compétents, pédagogues : en parcourant par exemple un champ de maïs, ils mettent en évidence la moindre différence d'aspect ou de croissance entre plantes pourtant très voisines, qui échapperait à tout regard autre que le leur. Toutes et tous mériteraient d'être cités et remerciés nommément pour la qualité de leur engagement.

Joël Guiard, très impliqué à l'international, humain et bienveillant envers son nouveau président, m'a tout appris de ce nouveau métier, m'évitant nombre de chausse-trappes : les fonctionnaires du ministère passent, les professionnels, eux, restent : ils ont, comme les chercheurs et les spécialistes du GEVES, une expérience redoutable de plusieurs dizaines d'années : chaque précédent peut être invoqué, et gare au président de section qui serait mal conseillé ! J'éprouve une très grande gratitude à l'égard de Joël, de ses compétences techniques et de sa connaissance des acteurs qui n'a jamais été mise en défaut. Après son départ, Christian Leclerc, qui était passé par le GEVES quelques années auparavant, a relevé avec succès le défi redoutable de prendre le relais, avec la même efficacité, des compétences indiscutées et un soutien au président du CTPS apprécié : le GEVES est vraiment une école de formation sans égale, sur le plan technique comme sur le plan humain !

Nouveaux responsables, nouveaux périls, nouvelles missions

J'ai connu 4 directeurs du GEVES durant cette période : Yvette Dattée : scientifique faisant autorité, elle a introduit beaucoup de contenu scientifique, mais aussi de rigueur méthodologique dans tous les secteurs d'activité du GEVES - SNES et service d'étude des variétés - y introduisant les procédures de contrôle qualité. Après elle, Fabrice Marty a eu la lourde charge de concevoir et de piloter le projet de transfert du siège et d'une partie des effectifs depuis la Minière en région parisienne vers l'Anjou, à Beaucouzé et au domaine de l'Anjouère, à proximité du SEV et de l'Office communautaire des variétés végétales (OCVV) ; la réussite est exemplaire, grâce à l'empathie de Fabrice avec chacun des agents du GEVES et à son sens du bien commun et de l'intérêt général. Cette période fut difficile financièrement, malgré le statut de GIP censé être protecteur : l'INRA, soumis à de durs arbitrages, comme lors de chaque alternance politique gauche-droite, fit pression pour réduire les postes mis à disposition, cependant que les équilibres de financement entre grandes filières étaient contestés. Au prix d'un lourd travail de comptabilité analytique mené sous l'impulsion de Fabrice, et de négociations difficiles avec l'INRA et le Ministère dans lesquelles je me suis beaucoup impliqué, grâce surtout à l'augmentation des tarifs consentie par les professionnels, pleinement conscients du rôle très positif joué par le GEVES, les difficultés furent surmontées.

Ce ne furent pas les seules. Surgit une menace plus insidieuse, peu connue. Au vu des liens étroits entre GEVES et profession, d'aucuns, au plus haut niveau du Ministère, émirent la crainte d'une possible collusion, du même type que celles révélées à l'occasion des crises de sécurité alimentaire ou de celles en matière d'autorisations de mise en marché de médicaments. Ils poussèrent en coulisse l'idée d'une réforme drastique dont les conséquences auraient été catastrophiques pour toute la filière semencière : il se serait agi de s'éloigner des professionnels en dissolvant le GIP et en rattachant l'activité à un établissement public existant, du type agence de sécurité sanitaire, l'Etat reprenant alors en main la totalité des procédures. L'analogie avec les questions de sécurité était sans fondement, enjeux, risques et procédures n'ayant rien à voir avec les exemples invoqués. En coulisses, je m'opposai frontalement à cette idée un peu baroque. Après quelque temps, les interlocuteurs changèrent, et cet avant-projet fut heureusement oublié. Mais une vraie opportunité fut manquée : un autre projet, cohérent, avait été élaboré par Fabrice Marty en tant que chef de service à la DGAL et validé : il aurait réuni autour du GEVES, au sein d'un vrai pôle d'expertise, les experts de la Protection des végétaux (PV) et ceux du Laboratoire national de la PV. Pour d'obscures raisons, il n'eut malheureusement pas de suite...

Ce furent ensuite les directions de Sylvie Dutartre, puis d'Arnaud Deltour venu du privé ; ce dernier insuffla une nouvelle culture d'entreprise, symbolisée par l'entrée d'un nouveau mot dans le vocabulaire du GIP : le marketing allait faire désormais partie des préoccupations du GEVES !

Les responsables du GEVES ne se sont jamais contentés de la routine ils ont renouvelé les méthodes, et offert des services nouveaux aux professionnels, aux consommateurs et aux responsables de politiques publiques. Pour cela, ils se sont appuyés sur des réévaluations de la politique scientifique du GEVES, comme avec Cécile Collonier au milieu des années 2000. Les méthodes d'analyse mises au point pour l'inscription de variétés OGM par Yvette Dattée servirent en définitive à détecter et quantifier les traces d'OGM dans l'alimentation. Après les 6 ans de présidence - jusqu'en 2010 - de Guy Riba, scientifique exigeant à la jovialité percutante, vint le tour pendant plus de 10 ans de Christian Huyghe, à l'origine spécialiste des fourrages. Fabrice Marty et lui conçurent, puis il réalisa une grande première : une VATE européenne pour le gazon, dans des conditions pédo-climatiques allant de Chypre à l'Irlande, et du Péloponnèse au cercle polaire, modèle de ce qui pourrait se faire ailleurs ; grâce à ce scientifique respecté, aux très lourdes responsabilités partant du végétal pour englober toute l'agriculture, le GEVES s'est orienté vers une exploitation intensive des data - sous-produits de ses multiples essais multilocaux - avec l'espoir de répondre mieux au double défi de l'agro-écologie et de la résilience face au changement climatique. Un peu plus tard, à son initiative, fut créée au sein du CTPS la commission inter-section sur les plantes de service qui porte aujourd'hui des changements majeurs, car conduisant à penser autrement les successions culturales. Après mon départ, le GEVES a été chargé d'une nouvelle mission, inscrite de longue date dans ses statuts, essentielle à l'heure de la préservation de la biodiversité : la conservation des ressources phylogénétiques. Tous ces changements témoignent d'une grande vitalité, avec un élargissement constant des horizons et de profonds renouvellements des objectifs et des méthodes.

Le GEVES, atout majeur d'une nouvelle agriculture européenne

Grâce à ses responsables aux profils complémentaires, le GEVES a su acquérir une culture interne forte : il le doit à des agents motivés par leur travail, habitués à décliner les dernières possibilités ouvertes par la science pour faire mieux et plus, rigoureux grâce à la mise en œuvre de procédures qualité exigeantes, attentifs aux coûts de revient de chaque activité élémentaire, soucieux d'imaginer de nouveaux débouchés et de conquérir de nouveaux clients, connaissant parfaitement leurs interlocuteurs des entreprises semencières, et continuant à développer des coopérations dans le monde entier. On doit beaucoup à chacun d'entre eux.

La filière semencière française, portée à l'origine par l'activité d'INRAe, relayée par des firmes dynamiques de toutes tailles, se porte bien : exportations doublées sur les 10 dernières années, balance commerciale avec une croissance encore plus forte durant la même période (+130%) à un peu plus d'un milliard d'euros, emploi lui aussi en croissance (+ 25% sur 10 ans), avec près de 12000 emplois. La recherche, 13% du chiffre d'affaires des firmes, est certes déterminante. Mais la crédibilité de la filière repose aussi sur la rigueur et le sérieux de ses procédures d'inscription et de contrôle des lots de semences.

Certains offices d'inscription étrangers, comme en Allemagne, considèrent l'inscription et le contrôle comme des formalités administratives, nécessitant des personnels maîtrisant ce type de compétences. Le positionnement du GEVES est différent : le lien permanent avec l'INRAe - donc avec les derniers développements de la science - conduit à la mise en place de nouvelles méthodes et à l'exploitation de nouveaux créneaux, cependant qu'une bonne connaissance de la filière semences permet de répondre au mieux et au plus vite aux évolutions des marchés. Cette situation originale, rendue possible par le grand professionnalisme d'agents motivés, constitue un atout majeur, différenciant le GEVES des autres offices d'inscription en Europe. Je suis convaincu que le nombre de ces offices ne peut que diminuer, ne serait-ce qu'à cause des coûts élevés de maintien des collections. Les exigences liées à la lutte contre le changement climatique et au maintien de la biodiversité iront de pair avec une importance croissante

accordée à la génétique, utilisant les ressources de la biologie, des nouvelles biotechnologies et l'exploitation du big data. Le GEVES se trouve placé devant des opportunités exceptionnelles, je suis certain qu'il saura les saisir, à condition de savoir maintenir des liens étroits tant avec la recherche publique qu'avec les professionnels et les citoyens !

Longue vie donc au GEVES qui, dans le futur, pourrait bien avoir comme nouvelle déclinaison de son acronyme les mots « **G**roupement **e**uropéen... » : telle est la nouvelle évolution que je souhaite au GEVES pour lui permettre d'encore mieux servir notre planète au cours des 50 prochaines années !

Novembre 2021

Paul Vialle
